



# LE DEVOIR

## Ottawa n'est pas à l'abri de la taxe anti-Kyoto

« À la place du Canada, je serais relativement inquiet », prévient Paris

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le gouvernement canadien ne sent aucun besoin de se prémunir contre d'éventuelles taxes à l'importation que la France veut imposer aux produits provenant de pays qui, comme le Canada, ne respectent pas le protocole de Kyoto. Tout sim-

plement parce qu'il ne se sent pas concerné! Selon nos informations, le Canada n'a développé aucun plan pour se soustraire à cette éventuelle taxe au carbone mijotée par le président français Nicolas Sarkozy. « Il n'y a pas de raison d'avoir un plan de contingence si on ne se sent pas visé par une taxe du carbone imposée par la France ou l'Union européenne », a

indiqué Bernard Nguyen, porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères à Ottawa. « Le Canada est une partie signataire du protocole de Kyoto et, par conséquent, ne se sent pas du tout visé. »

Pourtant, rien n'est moins clair: l'ambassade de France soutient exactement le contraire. Nicolas Sarkozy a réitéré ses intentions dans un discours livré fin

octobre à l'occasion de la « Grenelle de l'environnement ». « Il faut, avait-il déclaré, étudier très rapidement la possibilité de taxer les produits importés de pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto. Nous avons imposé des normes environnementales à nos producteurs.

VOIR PAGE A 10: OTTAWA

## Le système public peut être sauvé

Les délais d'attente ne sont pas dus à un manque de ressources mais à une mauvaise organisation, disent 2500 médecins

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Las d'être enfermés dans un discours où le statu quo et la privatisation sont sur toutes les lèvres, le regroupement Médecins canadiens pour le régime public (MCRP) a sonné la fin de la récréation hier en réunissant à la même table une douzaine de chercheurs de premier plan. Ceux-ci ont réaffirmé, preuves à l'appui, la primauté du régime public dans un plaidoyer à contre-courant, qui se veut une réponse musclée aux multiples actions et réflexions engagées en faveur du privé ces derniers mois au Québec.

A force de soupeser chaque dollar versé dans son régime de santé public, le Québec a fini par perdre de vue l'essentiel, soit la qualité des soins, estime le porte-parole de la section Québec de ce regroupement, le médecin résident Simon Turcotte. « On n'en est pas à l'étape de décider si on ouvre au privé ou pas. On en est à l'étape d'engager un grand dialogue pour que les professionnels mettent en branle les solutions qui marchent. »

Le hic, c'est que la dichotomie privé-public est en voie d'accaparer toutes les discussions, laissant dans l'ombre la plupart des projets-pilotes qui sont lancés au pays. Ceux-ci sont pourtant très prometteurs, montre une étude d'abord publiée en Colombie-Britannique et lancée hier au Québec à l'occasion du colloque de l'exécutif québécois de MCRP. Intitulé simplement Pourquoi attendre?, ce document met en lumière des solutions publiques aux listes d'attente. Pour son principal signataire, le Dr Michael Rachlis, il est clair que ce sont ces listes qui donnent des munitions aux partisans du privé. A tort d'ailleurs, puisque les délais d'attente ne sont généralement pas dus à un manque de ressources mais bien à une mauvaise organisation

VOIR PAGE A 10: PUBLIC

## « À nous la rue! »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

58 000 étudiants réunis au sein de 38 associations étudiantes étaient en grève hier, et plusieurs d'entre eux le seront également aujourd'hui.

### 2000 étudiants manifestent au centre-ville de Montréal dans une ambiance festive

CLAIRANDRÉE CAUCHY

« À nous la rue! », ont scandé quelque 2000 étudiants au centre-ville de Montréal hier sous l'œil amusé ou curieux des Montréalais bloqués dans la circulation ou le nez collé contre la fenêtre d'un commerce. La manifestation s'est déroulée dans une ambiance festive, sans collision majeure avec les forces de l'ordre.

Les étudiants, dont près de la moitié avaient passé plusieurs heures à bord d'autobus jaunes pour venir marcher sous la pluie, manifestaient certes contre la hausse de 30% en cinq ans des droits de scolarité. La liste des revendications s'allongeait cependant au-delà de ce principe: gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement, réinvestissement massif dans l'éducation « libre de l'emprise du privé », services de garde pour les parents étudiants, abolition de la loi 43 qui interdit les moyens de pression des employés du secteur public, mise au rancart du plan de redressement

« Le « momentum » va continuer.

La session prochaine, nous devons le crier haut et fort, nous allons aller vers la grève générale illimitée. »

à l'Université du Québec à Montréal...

La « répression policière » était également décriée par les grévistes, qui dénonçaient les interventions policières survenues plus tôt cette semaine au cégep du Vieux-Montréal et à l'UQAM. Cela n'a pas empêché les organisateurs d'inviter les grévistes à participer à un autre bed-in en soirée à l'UQAM, ouvrant la porte à un autre affrontement avec l'administration et, incidemment, avec les policiers. Toutefois, au moment de mettre sous presse hier soir, des étudiants étaient toujours réunis en conseil de grève à l'UQAM pour débattre de la pertinence de cette action.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui avait en vain tenté de déclencher une grève générale illimitée cet automne, se réjouissait de la mobilisation d'hier, y voyant un pas de plus dans une « escalade des moyens de pression ». Quelque 58 000 étudiants réunis au sein de 38 associations étudiantes étaient en grève hier, et plusieurs d'entre eux le seront également aujourd'hui.

« Le « momentum » va continuer. La session prochaine, nous devons le crier haut et fort, nous allons aller vers la grève générale illimitée. [...] C'a été une belle manifestation, il y a une belle énergie dans l'air. Cette énergie va se répandre à travers le Québec! », a tonné un des porte-parole, Christian Pépin, au terme de la manifestation, invitant à un nouveau rendez-vous pour une activité de perturbation à caractère économique ce matin. Si l'atmosphère était à la contestation pacifique, des étudiants

VOIR PAGE A 10: GRÈVE

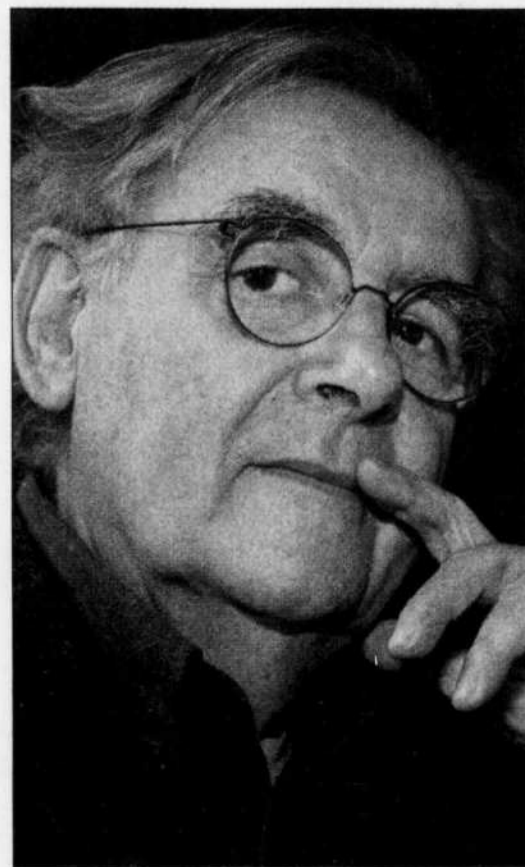
AFFAIRE MULRONEY

Schreiber partira ou restera?

Page A 3

## L'éducation au vin

Le Pivot nouveau est arrivé



Bernard Pivot

CAROLINE MONTPETIT

Il est charmant, Bernard Pivot, quelques cheveux blancs de plus qu'aux grandes années des émissions *Apostrophes* et *Bouillon de culture*, mais tout aussi affable, souriant, naturel. Par-dessus tout, il semble avoir tout son temps, le temps qu'il faut pour lire des livres, les aimer, en parler.

Le journaliste littéraire est de passage au Salon du livre de Montréal pour faire la promotion de son dernier ouvrage, *Le Dictionnaire amoureux du vin*, paru chez Plon. *Le Devoir* a rencontré cet amateur de vin et gastronome averti autour d'une bonne table de Montréal.

Dans son *Dictionnaire amoureux du vin*, il fait d'étonnantes révélations. Jeune homme, alors qu'il postulait à un emploi de journaliste au *Figaro littéraire*, le rédacteur en chef, Maurice Noël, l'interroge à propos de ses lectures. « Les Mémoires d'Hadrien? »

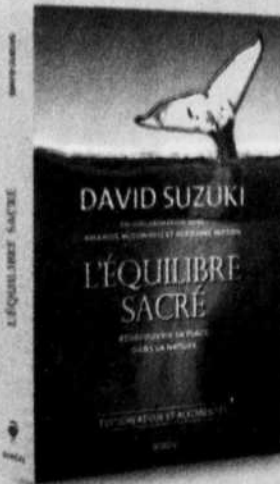
VOIR PAGE A 10: PIVOT

## David SUZUKI

Au Salon du livre de Montréal

VENDREDI 16 NOVEMBRE  
17 h : entretien animé par Dennis Trudeau à la Grande Place  
18 h à 19 h 30 : signature stand n° 431

SAMEDI 17 NOVEMBRE  
14 h : entretien animé par Dennis Trudeau salle n° 8, niveau 500 Sud  
16 h à 17 h 30 : signature stand n° 431



400 pages - 29,95 \$

Boréal  
www.editionsboréal.qc.ca

### INDEX

46	40
Annances..... A 4	Monde..... B 9
Avis publics... A 5	Mots croisés... B 7
Cinéma..... B 3	Nature..... B 8
Décès..... A 4	Resto..... B 7
Éditorial..... A 8	Sudoku..... A 5
Idées..... A 9	Télévision... B 6
Météo..... B 7	Week-end..... B 1

# POLITIQUE



Christian Rioux

## L'agité

Essayez d'imaginer le scénario suivant. Un matin, Jean Charest serait à Québec pour prononcer un grand discours sur les accommodements raisonnables. Trois heures plus tard, il serait à Gaspé en train de s'engueuler comme un charretier avec des pêcheurs sous l'œil des caméras. Le lendemain, il serait dans son bureau de Québec pour rencontrer tous les chefs syndicaux de la province. Le soir même, il prendrait l'avion en direction du Mali pour aller secourir trois humanitaires québécois. Au retour, il ferait escale à Washington pour rencontrer George W. Bush.

Ouf! Juste à y penser, je suis certain que notre premier ministre est déjà fatigué. Ce scénario n'a pourtant rien d'imaginaire. C'est à peu de chose près celui de Nicolas Sarkozy depuis son élection. Il est pourtant difficile de savoir si cette agitation permanente ne relève pas de la politique-fiction.

Depuis septembre, peu de jours ont passé sans que le président se fasse remarquer.

Un jour, il s'envole pour le Tchad «libérer» trois journalistes et quatre hôtes de l'air arrêtés avec les membres de l'Arche de Zoé. Leur libération semblait assurée bien avant le départ, mais qu'importe! Il déclare même qu'il ira bientôt récupérer tous les membres de l'association pour que le procès ait lieu en France. Quoi de plus normal, pourtant, que le procès pour un délit commis au Tchad se déroule là où se trouvent les témoins et les victimes?

Un autre jour, un chien attaque et tue un enfant de 19 mois à Bobigny. Le président visite aussitôt la famille et exige une loi portant à dix ans d'emprisonnement la peine maximale des propriétaires. Deux semaines plus tard, la loi est votée sans plus d'enquête ni de débats.

Un autre jour encore, un malade mental assassine sauvagement deux infirmières de l'hôpital de Pau. Le non-lieu est prononcé comme dans tous les cas où le coupable est irresponsable. Le président exige aussitôt une loi permettant de faire comparaître les fous en cour. Il s'agit, dit-on, de permettre à la famille de faire son deuil. La loi est déjà écrite et devrait être votée bientôt.

On ne se surprendra pas que dans cette agitation frénétique, tous les ministres et même le premier ministre soient relégués dans l'ombre. Tous sauf, comme par hasard, les rares vedettes médiatiques qui font la couverture de *Paris Match*, comme le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, la ministre de la Justice, Rachida Dati, et la jeune secrétaire d'Etat à la Coopération, la Sénégalaise Rama Yade.

Limage, encore l'image.

Bien sûr, il y a aussi eu la réforme des universités et la relance de l'Europe. Cette agitation frénétique crée pourtant un décalage permanent qui rend de plus en plus difficile la distinction entre la fiction et la réalité. La grève qui paralyse les transports depuis trois jours n'échappe pas à la règle.

Ce qu'il faut surveiller dans cette grève, ce n'est pas si le président réussira à faire disparaître les «régimes spéciaux» de retraite de certains fonctionnaires. Cette bataille est déjà largement gagnée puisque 60 % des Français la soutiennent. Il faut plutôt se demander ce qu'il en coûtera. En effet, les syndicats ont compris que le gouvernement était prêt à tout pour sortir du combat la tête haute. Voilà peut-être pourquoi le président de la CGT, François Chérèque, déclarait: «On a le sentiment que le gouvernement nous demande de faire grève.»

Les régimes spéciaux coûtent chaque année à l'État sept milliards de dollars, un fardeau insupportable. Mais il faudra faire le compte des milliards qui seront consentis au cours des prochaines semaines alors que des négociations vont probablement s'amorcer localement et éloigner le conflit de l'actualité.

La semaine dernière, le signal a été donné lorsque Nicolas Sarkozy s'est rendu à Guilvinec rencontrer les pêcheurs en colère. Après avoir crié à l'un d'eux: «Descends un peu si t'as...», il a lâché six mois d'exemptions de charges pour compenser l'augmentation du prix du carburant. Une bagatelle de 60 millions de dollars. Le même scénario s'est répété avec les internes des hôpitaux et les agents de conduite de la SNCF.

Depuis six mois, c'est un peu «bar ouvert» à l'Élysée. Que le premier ministre déclare en Corse que l'État est «au bord de la faillite», il se fait rabrouer *manu militari*. Que la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, parle de «rigueur», elle est aussitôt contredite par l'Élysée. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, on accuse le principal conseiller du président, Henri Guaino, de ne pas savoir ce qu'est une balance des paiements.

C'est ici que la réalité économique pourrait rattraper la fiction. Même l'architecte du programme économique de Nicolas Sarkozy, l'économiste Nicolas Baverez, s'arrache les cheveux aujourd'hui. Il affirme qu'on a vendu au président «l'idée que la politique n'a que faire d'un raisonnement comptable».

Or, six mois après l'élection présidentielle, la France est toujours affectée par 8,5 % de chômage structurel et une croissance qui ne dépasse pas 2 %. Le déficit pourrait à nouveau passer au-dessus du plafond de 3 % fixé par l'Union européenne. Ceci vaut à la France d'être la risée de tous ses voisins européens qui ont su se donner une discipline fiscale. Nicolas Sarkozy a pourtant repoussé à 2012 l'équilibre des comptes publics (qui sera atteint cette année en Allemagne). Et il va jusqu'à proférer cette énormité: «Si l'austérité produisait des résultats, ça se saurait.» Tout cela alors que l'insatisfaction commence à gronder contre la vie chère et les salaires qui stagnent.

Le président a gagné tous les combats d'image sauf un: 79 % des Français estiment que son action dans le domaine du pouvoir d'achat a plutôt été un échec.

Et si la France, au lieu d'être ce pays traditionnel un peu poussiéreux dont on sourit facilement en Amérique, nous annonçait ce qui nous attend tous? Si Nicolas Sarkozy était le politicien postmoderne par excellence, celui de demain ou d'après-demain? S'il était le premier homme politique de l'ère de la télé-réalité? S'il était un personnage qui gouverne par le seul geste médiatique sans se soucier du monde réel qui se cache derrière l'écran?

## Affaire Mulroney

# Schreiber partira ou restera ?

■ À Ottawa, l'opposition veut le retenir au pays jusqu'à la fin de l'enquête

■ L'ancien premier ministre Brian Mulroney défend à nouveau son intégrité



Karlheinz Schreiber

Le dossier Mulroney-Schreiber continue de faire jaser: l'ancien premier ministre s'est défendu hier soir d'avoir mal agi, Schreiber a obtenu plus tôt dans la journée un court sursis à son extradition, et l'opposition, elle, a tenté de lier le gouvernement actuel au scandale.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Brian Mulroney n'en démord pas: il n'a «absolument rien à cacher» et n'a «rien fait de mal» en brassant des affaires avec Karlheinz Schreiber.

L'ancien premier a réitéré son innocence hier soir à Montréal, au terme d'une journée marquée par des attaques de l'opposition contre le gouvernement Harper, le dépôt d'une poursuite judiciaire et un nouveau rebondissement dans le dossier de l'extradition de M. Schreiber.

«Quand on se bat pour sa réputation, la meilleure arme, c'est la vérité», a affirmé M. Mulroney devant un parterre d'invités réunis par la Fondation pour la recherche en santé de Rx&D. Celle-ci remettait hier sa Médaille d'honneur à l'homme politique, pour souligner les avancées réalisées durant ses deux mandats en matière de recherche et de développement.

Reprenant essentiellement les grandes lignes d'un discours prononcé plus tôt cette semaine à Toronto, M. Mulroney a dit se réjouir que le premier ministre Harper ait sollicité l'avis de David Johnston, qui établira le mandat de la future commission d'enquête publique. «Il peut compter sur mon entière collaboration», a indiqué l'ancien chef du Parti progressiste conservateur.

«Je veux que la lumière soit faite, que toutes les personnes en cause soient entendues», a lancé M. Mulroney, en ajoutant que la situation actuelle n'était «pas facile» pour lui et sa famille.

L'intervention de M. Mulroney survenait quelques heures après que l'homme d'affaires Karlheinz Schreiber eut perdu son avant-dernière carte pour éviter l'extradition. La Cour d'appel de l'Ontario a en effet rejeté hier midi la demande de révision judiciaire présentée par ses avocats.

M. Schreiber pourra toutefois profiter d'un sursis de deux semaines avant son renvoi vers l'Allemagne. Les juges responsables de son dossier ont en effet annoncé en rendant leur décision que le ministre de la Justice, Rob Nicholson, avait consenti à accorder ce délai. Dans l'intervalle, M. Schreiber pourra décider s'il désire porter sa cause devant la Cour suprême.

L'extradition — attendue depuis sept ans — est pour l'instant prévue pour le 1er décembre. La justice allemande recherche M. Schreiber pour fraude et évasion fiscale.

### Il doit rester

À Ottawa, les partis d'opposition ont demandé au gouvernement conservateur de retarder l'extradition de M. Schreiber, afin de permettre sa collaboration à l'enquête publique annoncée cette semaine par Stephen Harper. On craint que s'il retourne en Allemagne, l'enquête concernant ses relations avec Brian Mulroney ne s'éternise.

Seul le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a le pouvoir discrétionnaire de retarder ou d'annuler l'extradition de M. Schreiber. Tant le chef bloquiste Gilles Duceppe que le leader libéral Stéphane Dion ont ainsi enjoint M. Nicholson de faire tout en son pouvoir afin que M. Schreiber témoigne lors de cette enquête.



MARK BLINCH REUTERS

Brian Mulroney donnait une conférence à Toronto hier midi, quelques heures avant d'en prononcer une autre à Montréal.

ministre a le pouvoir de garder M. Schreiber au Canada, il doit l'utiliser, a mentionné M. Dion. Autrement, ce serait un scandale dans un scandale.»

Gilles Duceppe a qualifié d'«essentielle» l'intervention de M. Nicholson, d'autant plus qu'elle n'empêcherait pas, plus tard, le renvoi de M. Schreiber vers l'Allemagne.

Pressé de questions, le premier ministre Harper a refusé de s'avancer sur ce terrain. Il a indiqué que le processus judiciaire suivait son cours et qu'il ne peut pas s'immiscer dans un dossier qui concerne le ministre de la Justice... un ministre qui était d'ailleurs absent de la Chambre.

### Liens?

Les partis d'opposition sont aussi revenus à la charge en tentant de lier directement le gouvernement Harper à la controverse Mulroney-Schreiber. À plusieurs reprises hier lors de la période de questions, les libéraux ont demandé pourquoi M. Harper avait demandé à M. Johnston de n'examiner que les liens financiers entre MM. Schreiber et Mulroney, sans étendre le mandat aux actions du gouvernement actuel.

A cela, M. Harper a répondu que le professeur Johnston a les mains libres, mais que les événements en cause remontent à 14 ans.

Au début de la semaine prochaine, le comité de l'éthique sera donc saisi de trois motions en provenance de chacun des partis d'opposition. Le Parti libéral suggère d'étudier les mesures prises par le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, en janvier 2006.

Le Bloc québécois veut quant à lui regarder de plus près la gestion de la correspondance du premier ministre afin de déterminer si M. Harper «a vraiment

raison de prétendre qu'il n'a jamais eu vent» d'une lettre envoyée par M. Schreiber il y a sept mois.

Cette lettre aurait prévenu le premier ministre que M. Schreiber et Brian Mulroney s'étaient entendus sur le versement à l'ancien premier ministre d'une somme de 300 000 \$, alors que M. Mulroney était toujours en fonction à Ottawa. L'homme d'affaire a déclaré sous serment qu'une rencontre a bel et bien eu lieu avant que M. Mulroney ne quitte le 24 Sussex, ce qui a relancé la polémique entourant les relations entre les deux hommes et contraint le gouvernement conservateur à instituer cette enquête publique.

Enfin, le Nouveau Parti démocratique voudrait remonter au règlement de 2,1 millions de dollars convenu entre le gouvernement libéral et M. Mulroney en 1997 à la lumière des nouveaux renseignements récemment divulgués.

### Poursuite

C'est dans ce contexte que les avocats de Brian Mulroney ont intenté hier une poursuite de deux millions de dollars contre le député libéral Robert Thibault, pour des propos qu'il a tenus au sujet de l'ancien premier ministre lors d'une récente émission de télévision au réseau CTV.

M. Mulroney affirme que les commentaires du député de Nova-Ouest, en Nouvelle-Écosse, à propos de ses relations d'affaires avec M. Schreiber étaient malicieux et diffamatoires, peut-on lire dans la déclaration déposée à la Cour supérieure de l'Ontario.

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne

## Un jour de plus pour voter changerait peu de chose

Ottawa — Donner aux Canadiens la possibilité de voter le dimanche précéderait une élection générale, comme aimerait le proposer le gouvernement conservateur, aurait un effet marginal sur les taux de participation, a estimé hier le directeur général des élections.

Malgré tout, Marc Mayrand, d'Élections Canada, appuie le projet de loi C-16, pour autant que son agence se voit accorder assez de temps pour adapter en conséquence la complexe logistique du calendrier électoral.

Selon M. Mayrand, le coût de l'ajout d'une journée de vote serait de 34 millions de dollars pour chaque

élection, en plus de 3,5 millions en coûts de démarrage.

Le projet de loi prévoit aussi l'ajout d'une autre journée de vote plus tôt dans la campagne, mais M. Mayrand s'est attardé sur le vote du dimanche. La Suède est le seul autre pays industrialisé au monde à proposer à ses citoyens deux journées pour voter.

«Le projet de loi nous accorde une plus grande flexibilité pour servir les électeurs en leur donnant plus d'occasions d'exercer leur droit de vote», a affirmé M. Mayrand au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre des communes. «Ce faisant, il facilite la participation et l'accès au processus électoral.»

Élections Canada a commandé à un professeur

d'université une étude de 18 000 \$ sur l'impact de la législation proposée. Ses conclusions ne sont toutefois pas limpides.

«Il existe une preuve relativement claire que, lorsque le vote est plus facile, une plus grande proportion d'électeurs votent. Toutefois, l'effet est pour le moins modeste», ont écrit André Blais et ses collègues.

Selon M. Mayrand, le gouvernement devrait réviser l'impact des changements si le projet de loi est adopté, compte tenu de la hausse de 12 % des coûts électoraux d'ensemble.

La Presse canadienne



Marie-Thérèse LEFEBVRE

CÉLÉBRITÉS Collection biographique

André Mathieu  
Pianiste et compositeur  
québécois (1929-1968)

Un «génie» méconnu?

64 pages - 11,25 \$  
ISBN 978-2-7086-7086-6  
LIDEC inc.  
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545

POUR VOUS TIRER  
D'EMBARRAS

WEEK-END NATURE

# Six des huit espèces d'ours sont menacées



Louis-Gilles Francoeur

Un groupe de spécialistes réunis la fin de semaine dernière à Monterrey, au Mexique, sont parvenus à la conclusion que six des huit espèces d'ours sont actuellement menacées sur la planète. La seule espèce en croissance est notre Martin à nous, l'ours noir américain, dont on compte 900 000 individus, soit deux fois plus que tous les cheptels d'ours réunis, une conséquence des politiques de restauration des cheptels par les techniques de gestion de la faune, dont le principal outil est... la chasse sportive.

Mais le facteur déterminant, à n'en point douter, demeure le gigantesque habitat forestier dont bénéficie encore l'ours noir sur notre continent, contrairement à ses homologues d'Asie, par exemple.

Une seule des huit espèces est toutefois sur la cote limite, soit le niveau appelé «en danger» d'extinction. Il s'agit du panda géant de Chine, qui semble perdre du terrain malgré les grands efforts de ce pays pour sauver cet animal emblématique. La Chine a en effet créé 60 réserves de pandas et interdit d'exploiter la forêt dans certaines régions, où elle a même entrepris de vastes campagnes de reforestation.

Selon Dave Garshelis, vice-président de ce groupe de spécialistes réunis par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), «on sait beaucoup de choses sur l'écologie des pandas géants. On a entrepris de vastes travaux et dépensé de grosses sommes pour tenter d'estimer le nombre total de ces animaux. Pourtant, ces estimations demeurent imprécises et sujettes à des erreurs significatives».

Les spécialistes n'ont pas nié que les efforts de la Chine aient pu amorcer l'accroissement du cheptel des pandas géants, ce que certains chercheurs soutiennent. Mais ce n'est pas avant au moins une décennie, ont-ils dit, qu'on aura la confirmation de ce fait et des mesures précises, le cas échéant, de l'ampleur de ce redressement.

La plus petite espèce au monde, l'ours malais, qu'on appelait autrefois l'ours cocotier, a lui aussi été classé dans la catégorie «vulnérable», sous le seul critère «en danger». Ce petit ours se retrouve principalement en Asie du Sud-Est, tant sur le continent qu'à Sumatra et Bornéo.

On retrouve aussi dans la même catégorie l'ours noir asiatique, l'ours lippu ainsi que l'ours andin, autrefois appelé ours à lunettes, qu'on retrouve dans la cordillère des Andes, en Amérique du Sud. Les ours lippus du sous-continent indien survivent difficilement en raison des lourdes pertes qui menacent leurs habitats traditionnels. En réalité, les survivants tiennent le coup parce qu'ils se sont réfugiés dans les réserves créées pour protéger les tigres! Le groupe de travail pense que les ours lippus auraient totalement disparu du Bangladesh au cours de la dernière décennie.



DENIS SIMYAKOV AGENCE FRANCE-PRESSE

L'ours noir, notre Martin à nous, est la seule espèce d'ours en croissance. En Amérique du Nord, l'espèce a pratiquement retrouvé sa population d'avant l'arrivée des Blancs.

Quant à l'ours brun, il n'est pas classé vulnérable ou en danger car il en subsiste encore de bonnes populations au Canada, en Russie, en Alaska ainsi que dans certaines régions d'Europe. Les grizzlis, qui font partie de la famille des ours bruns, sont cependant classés aux États-Unis comme «menacés» à l'extérieur de l'Alaska en vertu des lois fédérales américaines.

Encore plus gros que le grizzli, l'ours blanc ne fait cependant pas partie de la nomenclature des ursidés parce que, d'un point de vue scientifique, on le considère comme un mammifère marin. Il a son comité d'experts bien à lui. On se souviendra que l'ours blanc a été classé espèce «vulnérable» l'an dernier dans la liste officielle de l'UICN. Son inventaire et sa protection dans la couronne circumpolaire obéissent à des règles particulières.

### Notre Martin chéri

Laire de répartition de l'ours noir est immense, allant du nord du Canada jusqu'au Mexique. On voit immédiatement l'impressionnante capacité d'adaptation de cet animal omnivore qui peut survivre autant dans les montagnes de l'Ouest nord-américain que dans les régions côtières des Maritimes ou les régions semi-désertiques du Mexique.

Selon les inventaires des trois pays membres de l'ALENA, l'ours noir a pratiquement retrouvé sa population d'avant l'arrivée des Blancs, tout comme d'ailleurs le cerf de Virginie et l'orignal. Il est à noter que ces trois espèces, toujours considérées comme de grands gibiers en Amérique du Nord, sont parmi les moins menacées alors qu'on les chasse, ce qui n'est pas le cas de la majorité des autres espèces non chassées. La valeur économique de ces trois chasses sportives a en effet obligé les gouvernements à investir dans des inventaires et des suivis ainsi que dans la mise au point de politiques de conservation et de prélèvement annuel, ce qui explique la restauration impressionnante de ces cheptels.

Au Québec, l'ours noir se porte mieux que jamais. Selon Sébastien Lefort, biologiste responsable du suivi de cette espèce au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le Québec compte 70 000 ours noirs «après récolte» ou 75 000 «avant» la chasse annuelle.

Le plan de gestion quinquennal de l'ours noir, qui a débuté l'an dernier, ne prévoit pas de hausser mais plutôt de stabiliser cette population tout en la réduisant légèrement dans les régions péri-urbaines, où la cohabitation avec les humains est de plus en plus problématique. Pour atteindre ces objectifs, Québec a li-

beralisé les modalités de la chasse en ouvrant de nouveau la chasse d'automne en sus de la chasse printanière, selon certaines modalités, et en augmentant le quota des trappeurs de deux à quatre ours par année dans plusieurs régions méridionales du Québec.

Notons toutefois un élément paradoxal: alors qu'on chasse davantage l'ours noir au Québec, ce sont les chasseurs non-résidents qui récoltent l'essentiel des prises et affichent le plus haut taux de succès. La comparaison est révélatrice.

Ainsi, en 2001, 4124 chasseurs québécois ont récolté un total de 1167 ours noirs. Les 4103 non-résidents qui avaient acheté un permis cette année-là en ont pour leur part récolté près du double, soit 2129.

Mais en 2005, l'écart s'est accru. Ainsi, les 3624 non-résidents qui avaient acheté un permis ont finalement récolté 1973 ours noirs alors que les 9512 chasseurs québécois en ont abattu seulement 1700.

Selon le biologiste Lefort, ces résultats s'expliquent par le fait que les non-résidents ont plus d'argent et investissent davantage dans leur chasse. Ils fréquentent les pourvoiries, où des guides préparent leur chasse en appâtant les ursidés, souvent longtemps à l'avance. Cette pratique explique le taux de succès plus élevé des non-résidents.

Mais cette pratique a un côté moins glorieux. De plus en plus habitués aux humains et à la dépendance aux déchets associés à leur présence, les ours qui survivent à la chasse peuvent devenir de véritables menaces par la suite car, craignant moins notre espèce, ils s'approcheront davantage des habitations et des terrains de camping. Quant aux pourvoyeurs, ils accroissent le degré de risque associé à cette nouvelle dépendance en offrant aux non-chasseurs la possibilité d'observer les ours dans les caches toujours en place après la chasse.

Le fait que la chasse à l'ours noir puisse désormais se pratiquer à la fois au printemps et à l'automne dans plusieurs régions expliquerait aussi que la vente de permis ait doublé en moins de cinq ans. Cela signifie que plusieurs néophytes tentent leur chance avec, évidemment, un taux de succès inférieur aux habitués, qui sont toujours «sur le spot» au printemps.

Enfin, pour régler les problèmes circonstanciels de cohabitation dans les régions péri-urbaines, les gestionnaires de la faune ont la possibilité d'y déclencher des opérations de trappe en sus des saisons et des quotas habituels. Si les problèmes de cohabitation devaient prendre de l'ampleur, a expliqué le biologiste Lefort, le ministère pourrait autoriser la chasse à la carabine là où elle n'est permise qu'à l'arc à l'heure actuelle.

■ Lecture: *Atlas des énergies*, par Bertrand Barré, Éditions ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), 80 pages. Aussi, *L'énergie d'aujourd'hui et de demain*, par Pierre-René Bauquis et Emmanuelle Bauquis, Éditions Autrement, 95 pages. Deux dossiers succinets, accompagnés de mise à jour statistiques sur la gestion de l'énergie, qui facilitent la saisie des enjeux.



## LES SPORTS

LE CANADIEN

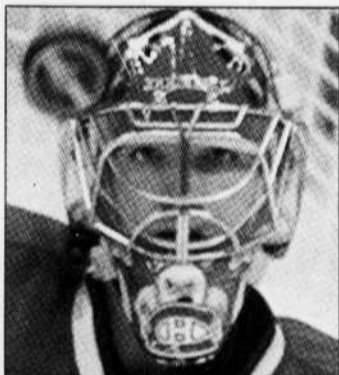
# Huet sera devant le filet contre les Sabres

FRANÇOIS LEMENU

Cristobal Huet sera devant le filet du Canadien face aux Sabres de Buffalo, aujourd'hui, au HSBC Arena. On a de plus en plus l'impression que le gardien français n'a plus droit à l'erreur chaque fois qu'il se retrouve entre les poteaux. L'émergence de Carey Price y est évidemment pour quelque chose.

Malgré cette compétition à l'interne, Huet demeure un joueur d'équipe irrécusable. C'est, semble-t-il, dans sa nature.

«J'espère l'aider le plus possible. Pas tellement sur la glace puisqu'il y a Roland [Melanson], dit Huet. Mais plutôt dans la façon de se préparer et de gérer les choses. Pour un jeune, c'est toujours bien d'avoir un gardien plus âgé à ses côtés. Mais je



CHRISTOPHER PIKE REUTERS  
Cristobal Huet contre les Sénateurs le 10 novembre.

dois dire que jusqu'ici, Price gère très bien les choses.»  
En aidant Price, Huet pourrait

préparer sans le vouloir sa sortie de Montréal. «Je laisse parler la glace, répond le gardien de Grenoble. Je fais simplement mon travail. C'est la même chose pour Price. Nous travaillons tous les deux pour le bien de l'équipe. On entend parfois dire que les joueurs sont égoïstes, a poursuivi Huet. Mais pour nous, il y a de l'intérêt général.»

Huet deviendra joueur autonome sans compensation à la fin de la saison. Son rendement va déterminer l'importance de son contrat, à Montréal ou ailleurs. «Je garde toujours la même attitude, dit-il. À la fin, ça ne peut que le rapporter.»

Huet n'a jamais eu de problème à partager le travail. Sauf avec Roman Cechmanek. «C'est qu'il ne parlait pas beaucoup. Mais c'était un bon gars.»

Price dit apprécier la présence de Huet, qui est de 12 ans son aîné. «Il me montre comment un athlète doit se comporter à l'extérieur de la patinoire, dit le jeune gardien de la Colombie-Britannique. J'apprends aussi beaucoup en l'observant sur la glace. Il gère très bien ses émotions, il ne perd jamais son calme.»

Price est pressenti pour être le prochain grand gardien du Tricolore. En attendant, il s'estime chanceux de pouvoir compter sur l'appui de Huet. «Je suis ici pour être un jour le gardien numéro un de l'équipe. Le hockey, c'est ça, dit Price. Mais ce jour n'est pas encore arrivé. Huet est un des meilleurs gardiens de la ligue alors que je suis encore très jeune.»

Pour un entraîneur, la situation des gardiens chez le Canadien

semble idéale. «Je suis content d'avoir deux bons gardiens, dit Guy Carboneau. Ils ont tous les deux la confiance des joueurs. On va continuer à les faire alterner, a ajouté Carbo.

### Un match serré

Face aux Sabres, Huet s'attend à un match difficile même si l'équipe de Lindy Ruff ne joue pas son meilleur hockey. Les Sabres avaient perdu cinq de leurs six derniers matchs avant d'affronter les Sénateurs d'Ottawa, hier soir.

«Je suis certain qu'ils ne sont pas contents. On va devoir se méfier, a noté Huet. Il y a aussi un danger à les affronter chez eux. On s'attend à un match serré.»

La Presse canadienne

### Masters de tennis de Shanghai

## Ferrer et Nadal en demi-finales

Shanghai — L'Espagnol David Ferrer a confirmé qu'il est l'un des joueurs les plus constants du circuit, hier, quand il a balayé Ronald Gasquet au compte de 6-1, 6-1. Ce dernier a donc été contraint de quitter sans gloire la coupe Masters de tennis de Shanghai.

Sixième joueur au classement mondial, Ferrer, qui s'est imposé en 59 minutes face au Français, s'est qualifié pour les demi-finales de l'épreuve et a permis par la même occasion à son compatriote Rafael Nadal d'atteindre lui aussi le dernier carré de l'épreuve.

Le numéro 2 mondial avait précédemment battu son suivant immédiat au classement, le Serbe Novak Djokovic, dominé 6-4, 6-4. Nadal achève ainsi la phase préliminaire de la coupe Masters avec deux victoires et une défaite au compteur.

### Concentration

Ferrer a remporté son groupe jaune des qualifications, avec trois victoires et un seul set perdu, contre Nadal. Il a expliqué qu'il ne pensait pas pouvoir atteindre les demi-finales en raison de la présence de Nadal et Djokovic dans son groupe, mais qu'il est resté concentré sur chaque point. «J'ai très bien joué lors de ces trois rencontres, a reconnu Ferrer. Remporter le Masters serait un rêve.»

Gasquet, 8<sup>e</sup> mondial, a pourtant bien entamé sa rencontre hier en prenant d'entrée le service de Ferrer pour mener 1-0. Mais l'Espagnol a remis les pendules à l'heure en alignant huit jeux d'affilée.

Le Biterrois n'a plus gagné un engagement jusqu'à 0-2 en sa défaveur au deuxième set. Sous la pression permanente des coups de fond de court distillés par Ferrer, le Français de 21 ans a remporté seulement

12 des 39 points disputés sur son service et sorti seulement cinq coups gagnants pour 25 erreurs directes. «Tout dans ce match a été horrible, a déclaré Gasquet. J'ai très mal commencé et ça a été la clé du match. Lui, il a joué de façon incroyable. Après avoir perdu 6-1 le premier set, j'ai perdu ma confiance et il m'a été impossible de revenir dans la partie.»

Ferrer s'est adjugé 54 points, et a profité d'un coup droit long de son adversaire sur la balle de match.

Nadal a pris le meilleur sur Djokovic, qui avait fait part de sa fatigue après plus de 100 matchs disputés cette saison. «Je suis très satisfait de mon jeu aujourd'hui, a déclaré le Majorquin. J'ai joué un très bon match, le meilleur de ce tournoi et sans doute le meilleur de ma saison en salle. Mon calendrier est compliqué car je joue beaucoup de matches sur terre battue, a souligné le triple vainqueur de Roland-Garros. C'est une bonne nouvelle de pouvoir jouer toutes ces rencontres, mais c'est parfois difficile.»

«Ce n'était pas ma semaine», a déclaré Djokovic. «Je termine la saison sur trois défaites, mais l'année restera exceptionnelle», a ajouté le Serbe, passé de la 16<sup>e</sup> place en janvier au classement mondial à la troisième après avoir enregistré entre-temps cinq victoires en tournois.

Aujourd'hui, le Suisse Roger Federer, n<sup>o</sup> 1 mondial, tentera d'atteindre le dernier carré face au n<sup>o</sup> 5 mondial Andy Roddick, déjà qualifié pour les demi-finales. Le Russe Nikolay Davydenko, 4<sup>e</sup> à l'ATP, affrontera le Chilien Fernando Gonzalez, 7<sup>e</sup> mondial, dans l'autre rencontre du groupe rouge.

Associated Press

### HOCKEY

#### ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est					
	G	P	DPFB	BC	Pts
Ottawa	15	2	0	57	34 30
Montréal	10	4	3	53	42 23
Boston	9	6	2	41	39 20
Toronto	7	8	5	63	74 19
Buffalo	6	10	1	46	53 13

Section Atlantique					
Philadelphie	11	6	1	55	44 23
N.Y. Rangers	11	7	1	42	35 23
N.Y. Islanders	9	6	0	42	44 18
Pittsburgh	8	10	1	53	58 17
New Jersey	7	9	2	42	53 16

#### ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale					
Detroit	13	4	1	61	41 27
Columbus	9	6	3	47	42 21
Chicago	10	8	0	53	53 20
Nashville	9	7	1	48	48 19
St. Louis	8	7	0	39	37 16

Section Nord-Ouest					
Colorado	11	5	1	55	45 23
Minnesota	9	6	2	45	41 20
Vancouver	8	8	1	41	47 17
Calgary	7	8	3	52	58 17
Edmonton	7	10	1	41	57 15

Section Pacifique					
San Jose	10	7	2	50	45 22
Anaheim	8	8	3	46	54 19
Dallas	7	7	4	52	54 18
Los Angeles	8	8	1	55	56 17
Phoenix	7	9	0	41	50 14

### Hier

Ottawa	3	Buffalo	2
Boston	5	Toronto	2
Florida	2	Washington	1
N.Y. Rangers	4	Philadelphie	3 (F)
Pittsburgh	3	N.Y. Islanders	2
Chicago	2	Nashville	2
Minnesota	2	Edmonton	2
San Jose	2	Phoenix	2
Anaheim	2	Los Angeles	2

### Aujourd'hui

N.Y. Islanders	à	New Jersey	19h
Atlanta	à	Caroline	19h
Montréal	à	Buffalo	19h30
Washington	à	Tampa Bay	20h
Columbus	à	St. Louis	20h30
Colorado	à	Dallas	20h30
Minnesota	à	Vancouver	22h

### Demain

Phoenix	à	Los Angeles	16h
Ottawa	à	Toronto	19h
Boston	à	Montréal	19h
New Jersey	à	Philadelphie	19h
Florida	à	Caroline	19h
Chicago	à	Detroit	19h
N.Y. Rangers	à	Pittsburgh	19h30
St. Louis	à	Nashville	20h
Calgary	à	Edmonton	22h
Anaheim	à	San Jose	22h30

Retrouvez votre chroniqueur préféré dans son livre

## Passion: nature

SEPT ANS DE CHRONIQUES ENGAGÉES

Louis-Gilles Francoeur

«Regroupées par thème, ces chroniques s'éclaircissent: un pays surprenant apparaît. Le lecteur ouvre l'œil: les arbres ne cachent plus la forêt.» (Daniel Pinard)

Chez votre libraire



www.multim.com MULTIMONDES